Récépissé N°00000011/RDA/J06/SAAJP/BAPP du 29 MAI 2023

lavoixdesentreprises@gmail.com

LA VOIX DES ENTREPRISES

N° 014 du Mercredi 16 Août 2023 - *TEL:* (+237) 674114156 - *DP:* Raphael Mforlem

MICROFINANCE

New firm opens its doors in cameroon

PAGE 5

POULETS DE CHAIR

Les prix grimpent à Yaoundé

PAGE 3

STANDARD & POOR'S RATINGS

Reasons for the decline in cameroon's rating

PAGE 4

PORT AUTONOME DE DOUALA

14 milliards FCFA de chèques fidélités distribués aux clients

La cérémonie de dotation des ristournes aux clients fidèles et performants du Port autonome de Douala, présidée par Lin Dieudonné Onana Ndoh, Directeur général de la Régie du terminal à conteneurs (RTC), représentant du Directeur général du PAD, Cyrus Ngo'o, a eu lieu le 10 août 2023, au Club PAD à Douala.

Page 3

LOGEMENTS SOCIAUX

La SIC annonce de nouvelles habitations pour 2024

PAGE 6

MATIÈRES PLASTIQUES

Dans une convention signée entre la société Mitchimie et l'Agence de promotion des investissements (API), l'entreprise que dirige, Emmanuel Wafo Foko, envisage l'extension de ses activités en créant une nouvelle unité de fabrication des préformes et des bouchons Pet.

Une usine de transformation en gestation

C'est un investissement d'un août de 7 milliards de FCFA, qui va très bientôt voir le jour dans la capitale économique Douala. La nouvelle usine de transformation des matières plastiques du groupe Mitchimie, sera dotée d'une capacité de production annuelle d'environ 250 millions de préformes et 300 millions de bouchons.

Déjà présent sur le marché local avec une unité construite sur 1 hectare dans la zone industrielle de Douala-Bassa, en plus d'une base logistique, située dans l'enceinte portuaire de Douala, Mit Chimie prévoit sur une période de 24 mois, l'acquisition et la construction de trois lignes de marque Husky, qui permettront, d'après Emmanuel Wafo Foko, Président Directeur général du groupe Mit Chimie, « d'améliorer la capacité de production et répondre aux besoins du marché en préformes et bouchons de qualité et en quantité ».

D'un montant de l'investissement d'environ 7 milliards de FCFA sur 2 ans, dont environ 4 milliards de FCFA consacrés à la construction de l'usine proprement dit. « Il s'agit pour notre groupe de contribuer à l'amélioration de la balance commerciale grâce à la réduction des importations des préformes Pet. Il est également question pour nous d'être en droite ligne de la SND30 qui préconise la sortie du marasme économique par la transformation structurelle de notre industrie », précise Emmanuel Wafo Foko.

Pour la mise en œuvre de ce projet, le groupe Mit Chimie a bénéficié de l'API, d'un accès à des avantages fiscalo-douaniers pendant les 5 premières années d'exploitation. Concernant la fiscalité de porte, la convention avec l'API permet, dès lors, au groupe Mit Chimie de bénéficier d'une taxation à 5 % de droit de douane sur les machines et équipements du projet, et une exonération de la Tva. Concernant la fiscalité interne, le projet bénéficiera d'un abattement de 50 % sur l'impôt sur les sociétés (IS), d'une exonération des droits d'enregistrement sur mes actes de mutation immobilières et conventions de crédits liés au projet.

« La signature de la convention avec l'API conformément à la loi portant incitation à l'investissement en République du Cameroun, nous permet de bénéficier de facilités et d'incitations prévues par la loi, renforçant ainsi notre engagement envers le développement économique du Cameroun », ajoute le Président Directeur général du groupe Mit Chimie. Qui annonce, à travers ce projet, la création de 200 emplois directs et indirects. « Le bâtiment devant abriter la nouvelle usine est fin prêt et les équipements annoncés sont attendus au Cameroun en fin août 2023 », termine Emmanuel Wafo Foko.

Échantillon des préformes et bouchons que va produire MitChimie

Dans sa configuration actuelle, le groupe Mit Chimie emploie 250 personnes. Dispose d'un portefeuille-clients estimé à 163 partenaires au Cameroun et à l'étranger. Avec une capacité actuelle de stockage de plus de 5 000 tonnes, Mit Chimie a réalisé au 31 décembre 2022, un chiffre d'affaires de 10 milliards de FCFA et un total bilan de 6,5 milliards de FCFA.

Georges Semey

PAD

C'est à l'issue de la nomination des nouveaux administrateurs au Terminal bois du port de Douala (Tbpd) que le capital de la filiale de AGL en charge du terminal à bois est passé de 10 millions à 464 millions de FCFA.

Tbpd revoit son capital à la hausse

La société Terminal à bois du port de Douala (Tbpd), filiale de Bolloré au Port de Douala, a décidé de procéder à l'augmentation de son capital à près d'un demi-milliard de FCFA, apprend-on de source interne. Ainsi, le capital est passé de 10 millions à 464 millions de FCFA par émission de 454 000 actions nouvelles chacune d'une valeur de 1 000 FCFA. Ces actions ont été entièrement libérées depuis le 1er janvier 2023.

L'augmentation dudit capital intervient au même moment que la nomination de deux nouveaux administrateurs, à savoir, le Port autonome d'Autonome de Douala (PAD), entreprise à capitaux publics en charge de la gestion de la place portuaire de Douala où transitent 98 % des marchandises entrant au Cameroun, et Ahmadou Tidjani.

En effet, même si Tbpd n'indique pas ce que cette nouvelle reconfiguration a comme conséquence au niveau de la géographie du capital, il est toutefois plausible que le Port autonome de Douala (PAD) soit désormais actionnaire de cette filiale du groupe Bolloré.

La société du Terminal à bois du Port de Douala, est une nouvelle filiale du groupe Bolloré Ports, créée le 1er novembre 2022. Elle reprend le patrimoine de la Société d'exploitation des parcs à bois du Cameroun (Sepbc) qui avait la charge de la gestion de ce terminal jusqu'ici. C'est en fin 2022, soit le 9 décembre, que le PAD et Tbpd ont signé un contrat de concession, pour l'exploitation, la maintenance et le développement du terminal à bois du Port de Douala-Bonabéri durant les 15 prochaines années.

Terminal à bois du port de Douala (TBPD)

Bolloré Ports entend mettre en œuvre, sur la durée de cette concession, un plan d'investissement de près de 15 milliards de FCFA. Ce qui est de 6,5 milliards plus élevés que les engagements pris dans le contrat de concession. Il s'agit notamment de réaliser le dallage et le pavage des zones de stockage et d'embarquement sur une surface totale de 10 hectares ; de lancer la construction des hangars de stockage pour les produits élaborés (en lien avec les évolutions de la réglementation internationale et régionale sur l'exportation du bois) ; de renouveler les équipements de manutention et de transport (chargeuses, reachtakers, élévateurs, tracteurs…) afin d'améliorer la productivité des opérations.

Au-delà de ces investissements, apprend-on, le PAD attend du concessionnaire 100 millions de FCFA pour le ticket d'entrée ; les redevances fixes de 1 976 FCFA par m2 contre 1 630 FCFA actuellement, pour une superficie évaluée à 28 ha, soit 560 millions FCFA par an.

En outre, le PAD percevra 2,5 % du chiffre d'affaires contre 75 F par m3 de bois embarqué présentement ; la redevance marchandise évaluée à 1 200 FCFA par m3 de bois embarqué et 50 % des pénalités de stationnement. « Au terme de la convention de 15 ans, le PAD gagnera, hors redevance sur la marchandise, un montant de 13,56 milliards ; l'État du Cameroun 29,5 milliards et le concessionnaire 10,28 milliards de FCFA », renseigne l'autorité portuaire.

René Ombala

PORT AUTONOME DE DOUALA

La cérémonie de dotation des ristournes aux clients fidèles et performants du Port autonome de Douala, présidée par Lin Dieudonné Onana Ndoh, Directeur général de la Régie du terminal à conteneurs (RTC), représentant du Directeur général du PAD, Cyrus Ngo'o, a eu lieu le 10 août 2023, au Club PAD à Douala.

14 milliards FCFA de chèques fidélités distribués aux clients

Ce sont au total 88 exportateurs et importateurs du Cameroun et de la sous-région Afrique centrale dont les marchandises ont transité via le Port autonome de Douala (PAD) tout au long de l'année 2022 qui ont bénéficié de la redistribution des ristournes, d'une valeur de 14 milliards de FCFA. Organisée par le Port autonome de Douala, la cérémonie était sous la présidence de Lin Dieudonné Onana Ndoh, Directeur général de la Régie du Terminal à Conteneurs (RTC), représentant du Directeur général du Port Autonome de Douala, Cyrus Ngo'o, à cet événement. En effet, ces ristournes, qui sont distribuées aux opérateurs économiques et aux entreprises qui se sont démarqués tout au long de l'année écoulée, sont appliquées uniquement sur les coûts d'acconage et de relevage selon le volume (EVP) réalisé. D'après l'opérateur portuaire, seuls les factures entièrement payées au 31 décembre 2022 ont été prises en compte lors des calculs.

Dans la catégorie Export, quatre (04) pays étaient en lice. Il s'agit notamment de la République Centrafricaine (RCA) avec un total de neuf (09) entreprises, la République démocratique du Congo (RDC) avec au compteur cinq (05) entreprises, le Tchad avec six (06) entreprises en lices et le Cameron qui couronne le tout, avec un total de cinquante-cinq (55) entreprises au compteur.

Au cours de cette cérémonie, le Directeur général de la Régie du Terminal à Conteneurs (RTC), représentant du Directeur général du Port Autonome de Douala, a tenu à remercier ces entreprises, ces acteurs qui œuvrent au quotidien à faire vivre le Port autonome de Douala, en faisant transiter leurs conteneurs et marchandises, via cet espace portuaire. Il a également indiqué que si le PAD, connaissait cette croissance fulgurante dans la sous-région et une bonne visibilité dans le monde, c'est en partie grâce à cette confiance qui lui est réservée par ces entreprises d'importateurs et d'exportateurs fidèles au Port autonome de Douala.

Cérémonie de distribution des ristournes aux clients fidèles du PAD

Grâce aux exportations effectuées par ces opérateurs économiques, le Port autonome de Douala (PAD) a enregistré au cours de la période 2022, 82 520 conteneurs exportés, pour un coût global de 1 184 937 243 de FCFA. Pour ce qui est des importations, le Cameroun se hisse au premier rang avec 12 entreprises représentées, dans le cadre de la redistribution des ristournes aux clients fidèles et performants.

Dans son propos, Lin Dieudonné Onana Ndoh, a saisi cette opportunité pour encourager les autres opérateurs à se démarquer, à faire davantage confiance au Port autonome de Douala, mais surtout à choisir cette plateforme portuaire, comme première destination d'import-export de leurs conteneurs et marchandises. Ce faisant, ils pourront également intégrer la liste des clients fidèles et performants du PAD et bénéficier des ristournes qui leurs sont réservées comme c'est le cas pour ces heureux élus qui se sont démarquées tout au long de l'année 2022.

Raphael Mforlem

POULETS DE CHAIR

Dans les marchés de la capitale, la volaille se fait de plus en plus rare. Pour se procurer, un poulet de chair en fonction de sa grosseur, il faut désormais débourser la somme de 4 000 voire 6 000 FCFA.

Les prix grimpent à Yaoundé

Il est 9 heures et 30 minutes ce 12 août 2023 au marché Mvog-Mbi à Yaoundé. Le marché est bondé de monde et les clients affluent au secteur des volailles, à la recherche de l'oiseau rare. Difficile de se faufiler entre les vendeurs ambulants. Mais à quelques pas de l'entrée du marché, l'on aperçoit quelques commerçants de poulets. Sauf que pour arriver à bon port, il faudra passer par plusieurs couloirs, certains très humides, envahis par les eaux. Sur les lieux, nous faisons la rencontre d'Alexandre qui confie avoir déboursé la somme de 4 000 FCFA pour se procurer un poulet qu'il a acheté à 3 000 FCFA, il y a un mois.

Magne Fongang, vendeuse de poulet de chair fait savoir que : « C'était prévisible cette année, qu'il y ait pénurie de poulets, car après les fêtes de nouvel an et de Pâques, on a fait face à une hausse des prix des matières premières ». Désormais, pour se procurer un poulet d'1,5 kg, il faut débourser entre 4 000 et 4 500 FCFA. Tandis que les poulets de 2 et 2,5 kg se vendent à 5 000 voire 6 000 FCFA.

Au marché Mfoundi, la tendance est la même. Aladji Moustapha, commerçant pense que cette année, la situation est plus tendue comparativement à l'année précédente, ce qui l'a contraint à lâcher prise. Face à cette hausse des prix, les clients ne cessent de se plaindre. « J'ai acheté à 4 500 FCFA l'unité et le poulet ne pèse même pas 2 kg », déplore une cliente rencontrée sur les lieux.

La hausse des prix des intrants fait partie des raisons qui justifient cette situation qui prévaut depuis quelques semaines déjà. D'après certains producteurs, ces produits indispensables à la production du poulet ont connu une augmentation chez certains opérateurs comme Belgocam, qui commercialise les produits destinés à l'élevage.

« Le prix de poussin qui était à 400 FCFA est désormais à 550 FCFA, le sac de provende de démarrage qui se vendait à 18 000 FCFA se vend désormais à 21 500 FCFA, la provende de croissance est passée 17 000 FCFA à 18 500 FCFA, et celle de la finition est désormais à 17 500 FCFA contre 16 500 FCFA », explique Marcel Etoundi, éleveur.

« Le kilo de maïs qui se vendait à 300 FCFA est en hausse de 15 FCFA. Le tourteau de soja a lui aussi connu une hausse allant de 24 500 FCFA le sac de 50 kg à 26 000 FCFA. Le tourteau d'arachide est désormais à 350 FCFA le kg contre 300 FCFA, le tourteau de coton est vendu à 320 FCFA le kg contre 280 FCFA depuis l'année dernière. Même le ''kopo'' est en hausse de 300 de son prix initial qui était 500 FCFA », renchérit-il.

Poulets de chair

Du côté de l'Interprofession avicole du Cameroun (Ipavic), « ce contexte est à mettre à l'actif des intermédiaires qui renchérissent le prix du poulet. Ils prennent le poulet dans les fermes et ajoutent des marges très élevées, ce qui rend le poulet cher sur le marché », argue François Djonou, Président de l'Ipavic.

Pour endiguer ce phénomène qui tend à devenir récurrent, l'Ipavic envisage de nouvelles mesures, parmi lesquelles la transformation du poulet, pour la chaîne de froid.

Par Margaret Mengue (stagiaire)

SHARES SALES

Tiemtore, American-Burkinabe and the founder of the Vista Group company have acquired 61.4% shares from Oragroup S.A, the holding company of Orabank based in Lomé and represented in 12 countries in Central and West Africa. The agreement was signed between the two parties on August 10, 2023.

Vista Group/Oragroup come to an agreement

The Vista Group has reached an agreement with ECP, BIO, DEG, Proparco and Envol Africa, for the repurchase, subject to regulatory approvals, of 61.4 % of the shares of Oragroup S.A. The Orabank holding company based in Lomé and with subsidiaries Togo, Côte d'Ivoire, Benin, Senegal, Burkina Faso, Guinea, Guinea-Bissau, Mali, Niger, Chad, Gabon, Mauritania, had assets of $ 7.7 billion, or about 4206 billion FCFA at the end of 2022.

The two financial institutions now form a leading banking group, present in 16 African countries and has more than 270 branches. They hold a total asset of 10 billion dollars (5948 billion FCFA). Once the agreement has been signed, the Vista Group intends to expand its presence in other markets such as Waemu, Zomoa and Cemac, in accordance with its strategic objective of becoming a leading pan-African banking institution operating in twenty-five countries by 2025-2026.

According to Moody's rating agency, Vista Group's ambition is to become a leading pan-African group that will reach a wide range of customers through carefully designed products, which will allow it to build an integrated and efficient banking and insurance group, capable of providing innovative offers that meet the needs of its customers.

To achieve its ambition on the continent, Lilium Group, the shareholder of Vista Bank, has equipped itself with a team of a strong team. We can mention among others, Didier Nkiere, American financier of Congolese origin, co-founder of Lilium Group, the Senegalese Abib Gaye, ex-executive of the World Bank and craftsman of the digital transformation of the group, the Gambian Yassin Bayo, a banker by profession specialized in mergers and acquisitions, the Cameroonian Thierry Hot, Considered as the diplomat of the team. And finally, Stéphane Ouedrago, Franco-Burkinabe, brilliant economist, in charge of Business Development and strategy of Lilium Group, the owner of Vista Bank.

Vista Group Headquarters

For Simon Tiemtore, chairman of the board of directors of the Vista Group, the takeover of Oragroup is an important step in the growth strategy of his holding, which strategy is based on the ambition « to become a pan-African financial services group present in 25 countries and to play a role as a catalyst for economic development ».

Sorelle Ninguem

STANDARD & POOR'S RATINGS

In a note made public on August 8, 2023, the American financial rating agency, Standard & Poor's Global Rating, downgraded Cameroon's rating. A new restrictive situation for the country which is preparing to carry out an international fundraising.

Reasons for the decline in Cameroon's rating

The agency explains the decline in Cameroon's rating by The following ; « We have lowered Cameroon's rating to SD/SD, following delays in payment of principal and interest on the country's long-term debt ». Standard & Poor's justifies its action by the fact that Yaoundé has not honored its commitments vis-à-vis Deutsche Bank Spain, a private creditor whose outstanding debt on the country is 20.75 billion FCFA at the end of June according to the Autonomous Depreciation Fund (CAA). « The government has delayed payments to Deutsche Bank Spain beyond the due date, » the agency says.

Standard & Poor's Global Rating.

According to S&P, the expenses intended to subsidize the prices at the pump of hydrocarbons have reached a peak of 900 billion FCFA in 2022 due to the soaring oil prices on the international market. « The rise in global oil and natural gas prices has boosted current account receipts and government revenues in Cameroon », a hydrocarbon exporter says. Nevertheless, this has also led to a growing gap between import prices for refined petroleum products and domestic prices at the pump, which the government has kept fixed throughout the year. This has created pressures on unbudgeted expenses, » explains the agency.

S&P fears that the recent decision of the Nigerian government to abolish its fuel subsidy program could lead to new fiscal pressures on Cameroon. « The end of fuel smuggling from Nigeria has pushed up gasoline prices in the border regions of northern Cameroon. Which could lead to political pressure on the authorities to compensate households and businesses affected by this increase ».

This bad rating means that Cameroon could be called upon to pay more for the annual coupons on its current eurobonds. Moreover, in the event that it contracts new commercial loans on the international market, Cameroon will have to pay much more given the level of risk it now represents for investors.

This comes as a blow for Cameroon which is preparing by the end of the year a foreign currency loan of 200 billion.

SN

TRESOR PAY

The Minister of Finance, Louis Paul Motaze, has launch an awareness campaign of the Tresor Pay application, with the view of capturing the non-tax public revenues estimated at 800 billion FCFA in loss. The launch was made on August 7 in Bangou, West region.

Awareness campaign officially launched

Controlling the risks of damage to public assets is the objective of the Ministry of Finance, which is engaged in a process of dematerialization of procedures and digitization of public financial transactions. This came in a context where, according to the directives of the Head of State contained in the elaboration of the 2023 Finance Law, the sectoral administrations generating non-tax revenues, are invited to an increased mobilization of said revenues.

For several years, these resources estimated at 800 billion FCFA, have barely been recovered to the tune of 50 billion FCFA. For a better collection of these resources, several reforms have been initiated. We can mention the establishment of the Single Treasury Account, the digitalization of payment methods with a view to securing the collection circuit of public revenues. And finally, the limitation of the circulation of cash in the financial services of the State in order to fight against the loss of resources.

It is from this perspective that the Treasury Pay application has been set up, which is a Platform for remote collection of all public revenues that must be centralized in the single Treasury account. Through this electronic tool dedicated to the collection and collection of non-tax revenues, public services can be paid, in particular the costs of medical certificates, medical expenses, various para-tax taxes.

Louis Paul Motaze, during the official launch ceremony of the Tresor Pays application in Bangou.

According to Louis Paul Motaze, « this platform was set up in a context marked by the desire of the public authorities to finalize the operationalization of the reform of the Single Treasury Account, to digitalize the means of public payment, to secure public revenue collection circuit by limiting the use of cash in state financial services and finally, to control the risks of damage to public wealth ».

Backed by economic motivations, the reform allows the State to equip itself with the financial and material means necessary for a better regulation of the sectors of activities in full expansion. This is thanks to the « increase in the rates of levies previously practiced in line with the current evolution of said activities or economic goods », points out the Minfi.

For the officials of the general directorate of the Treasury, financial and monetary Cooperation, « the long queues often observed in public services are reduced. The tool gradually regulates the scams that users are victim of ». The Minister of Finance emphasizes that : « through this application, electronic payments will be made online, electronic payments in mobile money from the Treasury and electronic cards stamped Public Treasury ».

Sorelle Ninguem

MICROFINANCE

Antoine Ndzengue, Neptune service stations, is investing in the financial sector with a capital of 5 billion FCFA.

New firm opens its doors in Cameroon

Antoine Ndzengue, Chief Executive Officer (CEO) of Neptune Filling Stations, is set to embarking on a new business in finance by setting up a Banking Agency for Commerce (ABC finances). The announcement was made recently by the businessman while the project undergo the regulation stages.

The new microfinance limited company will have its headquarters in the economic capital Douala where its board of directors will chair. For the moment, the creation of this establishment remains subject to the regulatory authorities.

According to the information received by our editorial staff, Michel Onomo, will assume the functions of General Director of ABC finances. Alexis Essomba Ewodo and Maiga Fatoumata Sidibe have been appointed administrators. As for Antoine Ndzengue, he will assume the post of CEO.

According to its constitutive act, ABC finances has as function, the collection of savings, the granting of credits and the provision of specific financial services complementary to the effort of savings and credit to the population and operators on the fringes of the traditional banking circuit, in particular, access to credit financing or co-financing investment.

The new microfinance will also have for missions, the ownership and the exploitation of this type of business and the direct or indirect participation of the company in the creation of companies which may be related to the social object and contributions to merger, subscription or purchase of securities or social rights.

Antoine Ndzengue, CEO of Neptune Holding

With a capital of 5 billion FCFA, the Banking Agency for Trade penetrates a diversified and dynamic sector dominated by pioneers such as Mupeci, Camccul, Mufid, Ceca, Cecic, Muffa, Renaprov, Financial house, or new structures such as Vision finances or Finadsee.

According to statistics, Cameroon has a total of 402 microfinance institutions constituted either in a network or independent, as of December 31, 2021. In the Littoral region where the Banking Agency for Trade will have its registered office, about sixty structures of this type are already operating, according to the list of approved microfinances published on June 2, 2022 by the Ministry of Finance.

Recall that this establishment is born, about 4 months after the announcement by Antoine Ndzengue CEO, Neptune service stations, on April 23, 2023, of the creation of the Cameroon Tyre Factory (CTF). A unit for the manufacture of tires, the evaluation of industrial processes, the design and realization of all processing industries, training in industrial processes, import-export, commercial representationand general trade.

SN

POLITIQUES PUBLIQUES

LOGEMENTS SOCIAUX

C'est dans le cadre d'une visite de travail effectuée dans la capitale économique Douala le 8 août dernier qu'Ahmadou Sardaouna, Directeur général de la Société immobilière du Cameroun (SIC), a fait savoir que le nombre de logements sera revu à la hausse en 2024.

La SIC annonce de nouvelles habitations pour 2024

Revoir à la hausse l'offre de logement au Cameroun en cours 2024, c'est le nouvel objectif que s'est fixée la Société immobilière du Cameroun (SIC). En visite de travail le week-end dernier dans la région du Littoral, Ahmadou Sardaouna, le Directeur général de la SIC a révélé que : « Depuis 20 ans, la Société immobilière du Cameroun (SIC), n'a pas investi à Douala. Nous avons pour ambition de dupliquer à Douala ce que nous faisons à Yaoundé avec 150 logements en construction ».

Le Directeur général poursuit en indiquant que : « La ville de Douala a des problèmes d'étanchéité et d'eau. Le sol est marin et c'est la raison pour laquelle, il faut procéder à des tests avant de lancer de vastes chantiers en 2024, à raison de 10 immeubles par cité. Cela permettra à la SIC de relever la tête après 40 ans ».

Pour ce qui du coût de ce gigantesque projet, les travaux préliminaires sont estimés à 70 millions de FCFA. Cependant, d'autres travaux sont en vue pour un coût d'environ 500 millions de FCFA. À côté de l'annonce de ce projet dans la capitale économique, il est important de relever que la SIC a entrepris depuis 2021, le projet de réhabilitation des Camp-Sic de Messa et de Cité-Verte dans la ville de Yaoundé, soit 13 immeubles au total. Elle entend intensifier ce processus enclenché, au cours de l'année 2024. « Les travaux de Kotto ne sont qu'au début. Dans le triennal 2024-2026, nous allons réhabiliter à raison de 10 immeubles par an, pour que la SIC respecte les engagements environnementaux réglementaires et les normes de la promotion immobilière », argue Ahmadou Sardaouna.

Ahmadou Sardaouna, DG de la SIC.

Alors que les travaux de construction de nouveaux logements sociaux et la réhabilitation des camps-Sic sont annoncées à grosse pompe, l'on a encore en mémoire, le projet de construction de 10 000 logements sociaux dans la ville de Yaoundé et ses environs annoncés en 2021. Jusqu'à date, le projet ne connaît pas une suite élogieuse. Créée en 1952, la Société immobilière du Cameroun (SIC) enregistre un déficit de 2,5 millions de logements en milieu urbain, contre 11 000 logements sociaux disponibles.

Raphael Mforlem

DOUANE

Ce chiffre est équivalant aux recettes que la douane camerounaise envisage de collecter sur l'ensemble des douze secteurs douaniers au cours du mois d'août 2023, a été donné par la Direction générale de la Douane.

95,2 milliards FCFA de recettes estimées en août 2023

D'après certaines prévisions, l'on peut constater que le mois d'août 2023 va connaître une hausse des recettes par rapport au mois précédent. Dans la foulée, le secteur Ouest où les prévisions étaient de 60 millions de FCFA et qui a finalement collecté 80 millions de FCFA, se voit attribuer un objectif de 65,3 millions de FCFA soit une progression de 5 millions de FCFA en glissement mensuel.

À l'observation, plus de la moitié des recettes douanières est attendu du Secteur Littoral 1 qui devrait mobiliser 63,4 milliards de FCFA, soit 66,6 % de projection. En deuxième position, la DGD table sur 21 milliards, soit 22 % pour le Secteur Sud II, le Littoral II, 6,5 milliards de FCFA, soit 6,8 %, le Sud-ouest avec 2,2 milliards de FCFA, soit 2,3 % de projection.

Fongod Edwin Nuvaga, Directeur général de la Douane.

Les neuf autres secteurs que sont : Dont hors Cap Limboh, Nord, Extrême-nord, Centre, Adamaoua, Sud 1, Est, Nord-ouest et Ouest, devraient collecter les 2,3 % restants, soit plus de 2 milliards de FCFA. C'est dire que l'atteinte des objectifs fixés dépend prioritairement des quatre premiers secteurs supra mentionnés. Mais, il convient tout de même de noter qu'au mois de mai 2023, le secteur de Douanes Littoral 1, qui est la cheville ouvrière, n'a pas atteint ses objectifs. Par rapport aux 58,896 milliards de FCFA attendus, 53,918 milliards de FCFA, soit 91,55 % ont été mobilisés, contre un manque de 4,978 milliards de FCFA, soit 8,4 %.

Pour ce qui est du reste, la loi de finance prévoit la collecte de 1 004,7 milliards de FCFA de recettes en 2023, après 863,9 milliards de FCFA pour une réalisation de 897,4 milliards, soit 103,9 %. Toutefois, au cours du premier semestre de 2023, 486 milliards de FCFA ont été mobilisés par la DGD. Bien qu'en dépassement de 16 milliards de FCFA par rapport aux objectifs fixés au cours de la période sous-revue, ces résultats n'ont pas atteint la moitié de l'enveloppe totale escomptée.

Marius Zogo

BANANE DOUCE

Selon les chiffres rendus publics par l'Association bananière du Cameroun (Assobacam), en début août 2023, les trois principaux acteurs que sont les Plantations du haut Penja (PHP), Cameroon development corporation (CDC), Boh Plantation (BPL) sont la cause de cette piètre performance.

Les exportations en baisse de 3 860 tonnes en juillet dernier

Comparativement au mois de juillet 2022 ou les exportations de la banane douce étaient de 15 624 tonnes, le Cameroun a exporté courant juillet 2023, 11 764 tonnes de banane, soit une chute de 3 860 tonnes. D'après les experts, cette déchéance est du fait des principaux acteurs de la filière que sont, les Plantations du haut Penja (PHP), Cameroon development corporation (CDC), Boh Plantation (BPL). D'après les chiffres rendus publics par l'Association bananière du Cameroun (Assobacam), les Plantations du Haut Penja (PHP) ont exporté 8 714 tonnes de banane douce au mois de juillet, contre 11 947 tonnes au mois de juin 2023. Pour ce qui est de la Cameroon development corporation (CDC), elle a exporté 2 035 tonnes en juillet, contre 2 617 tonnes en juin 2023. Quant à Boh Plantation (BPL) elle a évacué hors des frontières camerounaises 970 tonnes au mois de juillet contre 1 015 tonnes courant juin 2023.

En effet, la régression des exportations est plus prononcée au niveau des Plantations du Haut Penja (PHP) qui ont enregistrées une baisse de 3 233 tonnes. Quant à la Cameroon development corporation (CDC), elle a enregistré une chute de 582 tonnes et Boh Plantation (BPL), un glissement de 45 tonnes. Au plan annuel, cette dégringolade est de 1 439 tonnes de façon générale. Au niveau de la filiale de la Compagnie fruitière de Marseille PHP, la baisse enregistrée est de 1 727 tonnes, suivie de BPL dont la baisse est de 140 tonnes. À ce niveau la Cameroon development corporation est l'unique acteur qui affiche une hausse de 428 tonnes. L'entreprise est passée de 1 607 tonnes en juin à 2 035 tonnes en juillet 2023.

Banane douce.

Raphael Mforlem

BELABO-NGAOUNDERE

C'est dans un décret du chef de l'Etat daté du 10 août 2023, que le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, a reçu quitus de signer une convention de crédit avec l'Agence française de développement (AFD).

L'accord de financement du chemin de fer acté

L'on s'achemine vers le démarrage effectif des travaux de renouvellement de la ligne ferroviaire Belabo-Ngaoundéré (330 km). La raison, après un de financement concessionnel de 80, 7 milliards de FCFA en 2021 (soit un prêt de 69,5 milliards de FCFA de la BEI et 11, 2 milliards de FCFA de subvention de l'UE), le Cameroun vient d'achever les négociations avec l'Agence française de développement (AFD) qui a octroyé un financement complémentaire.

En effet, un décret du 10 août 2023 du président Paul Biya autorise le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat) Alamine Ousmane Mey, à signer une convention de crédit d'une valeur de 126 millions d'euros soit environ 83 milliards de FCFA, avec l'Agence française de développement (AFD). Ce qui portera après la signature de l'accord, à 163,7 milliards de FCFA, l'enveloppe que le Cameroun aura déjà mobilisée, après trois longues années de négociations avec l'institution française.

Initialement prévu pour être lancé en 2021, ce projet aura été freiné par le manque de financements. Jusqu'au mois de mai 2023, au cours de la 39e session du Comité interministériel des infrastructures ferroviaires (Comifer) présidée par le ministre des Transports Jean Ernest Massena Ngalle Bibehe, l'on projetait pour le mois de juillet, la signature de la convention. Une date qui n'a pas été respectée, car visiblement, l'Etat du Cameroun et l'AFD n'avaient pas encore trouvé un consensus sur des conditions qui n'ont pas été révélées à la presse.

Pourtant, c'est depuis mars 2020 que les études de faisabilité et d'avant-projet sommaire de la voie ferrée Belabo-Ngaoundéré, réalisées par le groupe espagnol Técnica y proyectos S.A. (Typsa) ont été validées. Quatre mois plus tard (juillet 2021), le chef de l'Etat donnait son quitus pour le prêt de 1,31 milliard de FCFA auprès de la BEI en vue des études de l'assistance technique.

Chemin de fer Belabo-Ngaoundéré

Pour l'heure, on attend plus que la signature de la convention pour ensuite assister au début effectif de cette infrastructure vieille de 49 ans. Cette section du Transcamerounais fait partie du corridor Douala-Ndjamena sur lequel transitent environ 350 milliards de FCFA, les marchandises en direction et en provenance du Tchad par an. Son renouvellement devrait donc fluidifier le trafic ferroviaire, réduire le temps moyen du parcours des trains passagers et trains marchandises.

Les travaux y relatifs concernent entre autres, le renouvellement de la voie et le ballast (lit de pierre ou de graviers sur lequel repose la voie ferrée, Ndlr), la réhabilitation des ouvrages d'art et ouvrages hydrauliques et la stabilisation des zones critiques.

Marius Zogo

SARA

SARA
By Afriland First Bank

Gets better !

Dear customers,
The new version of « Sara by Afriland Cameroon » app is now available.

More robustness | Security | flexibility and speed

Available on **Playstore**, **Appstore** and at **www.afrilandfirstbank.com**

DISPONIBLE SUR Google Play
For android devices

Disponible sur App Store
For IOS devices (iPhone)

For any issues, please contact us
at **222 518 050** | or via WhatsApp **680 058 005**.

Thank you for your loyalty.

We put the customer's interest first

www.afrilandfirstbank.com

Afriland First Bank